

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Sandrine FREMEAUX : Réflexions sur un droit de l'innovation salariale

Arnaud de SENGA : Les faux travailleurs indépendants face aux droits du travail et de la protection sociale : les avatars de la requalification

DOCUMENTS :

Voir notamment :

L'allocation parentale d'éducation à taux partiel (Circulaire DSS/2 B n° 2001-169 du 2 avril 2001)

JURISPRUDENCE :

Voir notamment :

Le décès d'un délégué syndical à son domicile, à la suite d'un malaise au retour d'une réunion en rapport avec ses fonctions représentatives, bénéficie de la présomption d'imputabilité prévue en cas d'accident de travail.

Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de Moselle 15 mai 2000 - Note Laurent Milet (p. 256)

Le rôle actif du juge prud'homal.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 novembre 2000 - Note Carlos Rodriguez (p. 260)

Précisions sur la notion d'avantages individuels acquis.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2001 - Note Emmanuel Dockès (p. 261)

La dénonciation d'une convention collective ne peut être suivie de la signature d'une nouvelle convention sans procéder préalablement à la convocation de toutes les organisations syndicales représentatives, faute de quoi le nouvel accord est nul.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 09 février 2000 (p. 265)

Le non-respect d'une règle de sécurité par l'employeur ayant causé un accident de travail constitue une faute caractérisée au sens de la loi du 10 juillet 2000 relative aux délits non-intentionnels.

Cour de Cassation (Ch. Crim.) 16 janvier 2001 - Note Paul Darves-Bornoz (p. 268)

L'indemnité prévue comme sanction civile du travail dissimulé (L 324-11-1 C. Tr.) se cumule avec l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse (L 122-14-4)

Cour d'Appel de Versailles (6ème Ch. Soc.) 13 mars 2001 (p. 271)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES :

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par Marie-France Bied-Charreton (p. 3 et 4 de la couverture).



Table des Matières

JUIN 2001

Doctrine :

Réflexions sur un droit de l'innovation salariale par Sandrine Frémeaux, Docteur en droit privé	237
Les faux travailleurs indépendants face aux droits du travail et de la protection sociale : les avatars de la requalification par Arnaud de Senga, D.E.A. de Droit social	241
ANNEXES : Contrat de travail – Définition – Etat de subordination – Requalification (trois espèces) – Distinction avec la prestation de services (première espèce) – Contrat de location d'un véhicule de taxi (deuxième espèce) – Prétendue qualité d'agent commercial – Absence d'inscription au registre spécial – Mandat non signé (troisième espèce). Première espèce : Cour d'Appel d'Aix en Provence (9^{ème} ch. A Soc.) 18 septembre 2000	249
Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2000	251
Troisième espèce : Conseil de Prud'hommes de Paris (référé Juge départiteur) 23 janvier 2001	252

Documents :

Prestations familiales. - Allocation parentale d'éducation à taux partiel. Circulaire DSS/2 B n° 2001-169 du 2 avril 2001	253
Prestations familiales – Cumul pendant deux mois de l'allocation parentale d'éducation à taux plein avec les revenus d'activité professionnelle. Circulaire DSS/2 B n° 2001-116 du 26 février 2001	255

Jurisprudence :

Accidents du travail – Définition – Délégué syndical – Décès survenu tardivement au domicile à la suite d'un malaise au retour d'une réunion en rapport avec les fonctions représentatives – Bénéfice de la présomption d'imputabilité. Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Moselle, 15 mai 2000	256
Note Laurent Milet	257
Assurances – Police accessoire à un emprunt immobilier et garantissant les conséquences de la perte d'emploi – Exclusion de la garantie en cas de licenciement prononcé pour faute grave – Salarié licencié pour ce motif – PV du Bureau de conciliation prévoyant le versement d'indemnités – Faute grave exclusive de toute indemnité – Conditions de garantie du contrat réunies. Tribunal de Grande Instance de Poitiers (1^{re} Ch. Civ.) 3 avril 2000	259
Note Arnaud de Senga	260

Conseils de Prud'hommes - Rôle actif du Juge - 1° Obligation d'inviter le salarié à mettre en cause le véritable employeur - 2° Obligation de rechercher la faute éventuelle du mandataire de l'employeur	
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 novembre 2000	260
Note Carlos Rodriguez	261
Conventions collectives - Avantage individuel acquis - Définition - Avantage salarial	
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2001	261
Note Emmanuel Dockès, Professeur à l'Université de Bourgogne	262
Conventions collectives – Dénonciation – Nouvelle négociation – Invitation de toutes les organisations syndicales représentatives – A défaut, nullité de l'accord	
Cour de Cassation (Ch. Soc.) 9 février 2000	265
Note Michel Miné	266
Grève – Protection – Licenciement pour réalisation de tracts injurieux – Défaut de preuve – Absence de participation personnelle aux faits incriminés – Absence de diffusion des documents litigieux. – Réintégration du salarié.	
Cour d'Appel de Toulouse (4ème Ch. Soc.) 11 janvier 2001	266
Note Michel Miné	268
Hygiène et sécurité – Délit d'homicide involontaire – Notion – Manquement à une obligation de sécurité – Faute caractérisée au sens de la loi du 10 juillet 2000.	
Cour de Cassation (Ch. Crim.) 16 janvier 2001	268
Note Paul Darves-Bornoz	269
Licenciement pour motif économique – Licenciement individuel – Adaptation – Absence de formation technique malgré la demande de la salariée – Cause réelle et sérieuse (non).	
Cour d'Appel de Paris (18ème Ch. A.) 9 mai 2000	270
Note Pascal Moussy	271
Travail dissimulé – Salariée non déclarée – Congédiement pendant une prétendue période d'essai – Requalification en licenciement sans cause réelle et sérieuse – Droit à l'indemnité prévue à l'article L. 122-14-4 – Sanction civile du travail dissimulé – Indemnité forfaitaire fixée par L. 324-11-1 – Cause distincte de l'indemnité précédente – Cumul (oui).	
Cour d'Appel de Versailles (6ème Ch. Soc.) 13 mars 2001	271
Note Arnaud de Senga	273
1° Tribunaux - Ordonnance du bureau de conciliation du CPH - Exécution - Juge de l'exécution (TGI) - Obligations sous astreintes - Condamnation à des dommages et intérêts.	
2° Licenciement - Remise des documents liés à la rupture - Rétenion patronale - Condamnation.	
Tribunal de Grande Instance de Paris (Juge de l'exécution) 29 janvier 2001	273
Note Claude Lévy	274